

l'économie mondiale, 39 p. 100 ont répondu le gouvernement fédéral, 25 p. 100 les entreprises, 13 p. 100 les gouvernements provinciaux et 6 p. 100 les syndicats. (En fait, Emploi et Immigration Canada dépensera cette année 3,55 milliards de dollars pour aider des employeurs particuliers et des communautés spécifiques du Canada à faire face à un marché de plus en plus concurrentiel. Cette aide est offerte par le biais d'un vaste éventail de programmes et de services, qui consistent notamment à orienter certaines personnes vers des cours de formation, à fournir un soutien du revenu, à offrir des consultations personnelles et à aider les chômeurs à retrouver du travail.)

Une forte majorité de Canadiens (62 p. 100) sont d'accord pour dire que le meilleur moyen pour le Canada d'accroître sa compétitivité internationale est d'offrir aux travailleurs une formation leur permettant d'améliorer leurs compétences professionnelles. Seulement 35 p. 100 pensent que le Canada ne pourra jamais tenir le coup sur les marchés mondiaux, du fait que ses concurrents ont des salaires moins élevés. (En apportant des modifications à la Loi sur l'assurance-chômage afin de permettre à un plus grand nombre de chômeurs de recevoir des prestations d'aide à l'adaptation, le gouvernement fédéral a accordé une plus grande place à la formation. Cette mesure favorise des emplois stables et à long terme. Les dépenses relatives à la formation et aux autres mesures d'adaptation en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage ont plus que triplé, passant de 500 millions de dollars en 1990 à 1,95 milliard de dollars en 1992.)

Le sondage indique un niveau de sensibilisation élevé à l'égard de l'importance du commerce extérieur et de la compétitivité. Une écrasante majorité (81 p. 100) croit que le Canada doit se montrer concurrentiel sur le plan commercial pour assurer le maintien du niveau de vie actuel, tandis que 79 p. 100 estiment que l'économie doit être concurrentielle pour que les programmes sociaux maintiennent des normes élevées. Toutefois, 87 p. 100 pensent également que nous perdons du terrain par rapport à nos principaux concurrents, notamment le Japon, l'Allemagne et les États-Unis. D'après le sondage, seulement 16 p. 100 des Canadiens savent que le Canada exporte plus qu'il n'importe. Soixante et un pour cent croient que le pays a une balance commerciale négative. (En fait, la balance commerciale du Canada, pour le secteur des marchandises, enregistre un excédent important. Les données de Statistique Canada révèlent qu'en 1991, la valeur des exportations canadiennes dépassait de 3,4 milliards de dollars celle des importations.)

Près des deux tiers des Canadiens (63 p. 100) appuient la politique du gouvernement fédéral qui mise sur le développement des compétences des travailleurs canadiens pour assurer l'avenir économique à long terme du Canada, tandis que seulement 33 p. 100